

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
DREAL Occitanie
Unité interdépartementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule sol Sous-Sol
65000 Tarbes

Tarbes, le 21/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BEZERRA

41 Rue Aurensan
32250 Montréal

Références : 2024-0326-Dp
Code AIOT : 0006803323

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2024 dans l'établissement BEZERRA implanté Bastarrot 32190 Bascous. L'inspection a été annoncée le 18/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est motivée par le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°32-2023-08-28-00001 du 28 août 2023 prononcé à l'encontre de la société BEZERRA, à la suite de la visite d'inspection du 18 juillet 2023.

Les non conformités concernaient la conduite de l'exploitation (phasage, garanties financières, gestion des déchets d'extraction, sécurité, autosurveillance), la gestion des eaux superficielles internes et externes au site et les mesures en faveur des enjeux de biodiversité identifiés sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BEZERRA
- Bastarrot 32190 Bascous
- Code AIOT : 0006803323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière BEZERRA à Bascous est située à 2 kilomètres à l'Ouest du centre du village de Bascous. Elle est active depuis le 8 janvier 2003. La production maximale est de 185000 tonnes par an (145000 en moyenne) pour une durée d'exploitation de 30 ans. La surface globale du site est de 26 ha répartie sur deux versants Ouest (9ha78) et Est (16ha42) séparés en point dominant par le chemin rural n°8 reliant le hameau "Haubet" à Bascous.

L'environnement proche de la carrière est constitué de champs agricoles et du hameau de "Haubet" situé au Sud du versant Ouest de la carrière. L'exploitant projette la mise en service d'une installation de traitement des matériaux sur le site et d'une installation de fabrication de béton.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | enjeux biodiversité | AP de Mise en Demeure du 23/08/2023, article 1 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 3 | surveillance émissions de poussières | AP de Mise en Demeure du 23/08/2023, article 1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 4 | eaux de ruissellement | AP de Mise en Demeure du 28/08/2023, article 2 | Astreinte | 3 mois |
| 5 | Phasage et garanties financières | AP de Mise en Demeure du 28/08/2023, article 2 | Astreinte | 3 mois |
| 6 | eaux superficielles | AP de Mise en Demeure du 28/08/2023, article 3 | Astreinte | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------|--|--------------------------|
| 2 | conduite de l'exploitation | AP de Mise en Demeure du 23/08/2023, article 1 | Levée de mise en demeure |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de la présente inspection est de procéder au récolement des dispositions de l'arrêté de mise en demeure pris par l'autorité préfectorale à l'encontre de l'exploitant, à l'issue de la visite d'inspection du 18 juillet 2023.

A l'issue de l'inspection, il apparait que les articles 2 et 3 de l'arrêté de mise en demeure n'ont pas été suivis d'effets, aussi l'inspection propose à Monsieur le préfet de prendre un arrêté d'astreinte administrative.

Concernant l'article 1, des compléments sont attendus et une prescription d'inventaire de printemps est formulée. A ce titre, un projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : enjeux biodiversité

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2023, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral |
| Prescription contrôlée : La société BEZERRA, pour la carrière qu'elle exploite aux lieux dits "A Haubet" et "A Bastarrot" sur le territoire de la commune de Bascous, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles ci-après de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé : <ul style="list-style-type: none">• article 2, en justifiant des mesures conduites pour la préservation des enjeux de biodiversité identifiés sur le site, selon les principes généraux fixés par l'article L. 411-1 du code de l'environnement ; |
| Constats : Article 2 : L'exploitant a transmis en séance un "Dossier de mesures conduites pour la préservation des enjeux de biodiversité" mis à jour le 7 janvier 2024, ce dossier fait état de mesures suivantes pouvant être qualifiées d'évitements: <ul style="list-style-type: none">- pour l'avifaune la mesure consiste à l'arrêt de l'exploitation des secteurs colonisés et la réalisation d'aménagements défavorables en fin de journée pour les secteurs maintenus en exploitation afin d'éviter l'installation des espèces protégées.- Pour la cistude, l'exploitant confirme sa présence sur le site, des mesures interdisant l'approche des engins est évoquée. En revanche, ces principes ne sont pas appuyées pas des mesures effectives de mise en défens "in situ".- le présence d'une zone humide est identifiée sur le site, mais son emprise n'est pas connue précisément. En complément, l'inspection a identifié sur le site une espèce d'orchidée sauvage (sérapias vomeracea). Cette espèce protégée liste rouge fait apparaitre de nouveaux enjeux de biodiversité au sein de la carrière. Considérant les observations effectuées et les milieux créés par l'exploitation de la carrière, il est demandé à l'exploitant de réaliser un inventaire espèces (faune flore) et milieu (zone humide) par un écologue compétent avant le mois de septembre, l'objectif étant de caractériser et de localiser les enjeux de biodiversité du site et de mettre en place et de conduire des actions d'évitement et de réduction, voire decompensation. L'exploitant transmet son inventaire à l'inspection des installations classées accompagné de son plan d'action. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 2 : conduite de l'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2023, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral |
| Prescription contrôlée : <p>La société BEZERRA, pour la carrière qu'elle exploite aux lieux dits "A Haubet" et "A Bastarrot" sur le territoire de la commune de Bascous, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles ci-après de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none">• article 2, en justifiant des mesures conduites pour la préservation des enjeux de biodiversité identifiés sur le site, selon les principes généraux fixés par l'article L. 411-1 du code de l'environnement ;• article 4, en assurant la visibilité de l'affichage réglementaire à l'entrée du site ;• article 13, en justifiant auprès de l'Inspection, la mise en place des clôtures en partie Nord de la zone exploitée ;• article 15, en communiquant à l'Inspection, un plan d'exploitation daté et complété ;• article 16 bis, en transmettant le plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière de moins de 5 ans tenant compte des modifications d'exploitation (extraction d'argiles) ;• article 19.5, en établissant un plan de surveillance des émissions de poussières et en le soumettant à l'avis de l'Inspection. |
| Constats : <p>Article 4 : Le panneau d'identification du site est visible depuis l'extérieur du site. L'exploitant a procédé au nettoyage des friches présentes sur la zone de panneautage. L'exploitant doit assurer un entretien permanent de cet affichage. <u>La non-conformité est levée</u></p> <p>Article 13 : La visite du site a permis de constater la mise en place de la clôture Nord attendue. En complément l'exploitant prévoit la mise en place d'un portail de fermeture de l'entrée du site en remplacement de la chaîne présente. <u>La non-conformité est levée</u></p> <p>Article 15 : L'exploitant a présenté un plan d'exploitation mis à jour au 3 janvier 2024. Ce plan a été transmis à l'inspection le 23 avril 2024. L'inspection demande à l'exploitant de compléter son plan d'exploitation par les périmètres de protections institués en vertu de réglementations spéciales, notamment pour les enjeux biodiversité (ZNIEFF, ZH, NATURA 2000; PNA...). Le plan d'exploitation doit aussi intégrer la zone 2 actuellement en exploitation agricole. <u>La non-conformité est levée</u></p> <p>Article 16 bis : Ce plan fait état de déchets inertes d'exploitation utilisés exclusivement pour la remise en état de la partie basse de la carrière en cohérence avec les principes évoqués dans l'étude d'impact initiale (p77/106). Les déchets inertes ont pour origine les stériles de découvertes, ainsi que les boues du bassin de décantation et sont caractérisés. Le plan de gestion des déchets inertes ne présente pas de risques particuliers, aucun système de digue ou barrage n'est présent pour le stockage de ces déchets. Le plan fourni n'appelle pas d'observation de l'inspection. <u>La non-conformité est levée</u></p> <p>Pour les articles visés, l'inspection considère que la situation est désormais conforme.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 3 : surveillance émissions de poussières

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2023, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral |
| Prescription contrôlée : <p>La société BEZERRA, pour la carrière qu'elle exploite aux lieux dits "A Haubet" et "A Bastarrot" sur le territoire de la commune de Bascous, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles ci-après de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • article 19.5, en établissant un plan de surveillance des émissions de poussières et en le soumettant à l'avis de l'Inspection. |
| Constats : <p>La carrière est autorisée pour une production maximale de 180 00 tonnes. Elle est soumise au plan de surveillance des émissions de poussières requis en application des articles 19.5 et suivants de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. L'exploitant a produit un plan de localisation des jauges de mesure de retombées de poussières tenant compte des vents dominants. L'inspection considère que les enjeux sont correctement mesurés pour les impacts des vents d'Ouest (Sud-Ouest, Ouest et Nord-Ouest). En revanche, il ne prévoit pas de mesures des retombées de poussières pour les vents à dominante Est/Sud-Est (identifiés en vents dominants - page 6 dossier T8566) vers les secteurs "Lamothe" et "Les Padevents" et aucun élément ne vient justifier l'absence de jauge(s) à cet (ces) endroit(s). L'inspection considère que la mise en demeure relative au plan de surveillance est respectée, mais demande à l'exploitant, sous 1 mois, de justifier l'absence de jauge dans les secteurs "Lamothe" et "Les Padevents". Le cas échéant, il modifie et transmet son plan de surveillance des retombées de poussières. Après avis favorable de l'inspection, il réalise les campagnes de surveillance requises, selon les dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 22 septembre 1994.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Justifier l'absence de jauges dans les secteurs "Lamothe" et "Les Padevents" prévues par le plan de surveillance des émissions de poussières</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : eaux de ruissellement

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/08/2023, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, rejets eaux pluviales |
| Prescription contrôlée : <p>La société BEZERRA, pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Bascous, est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles ci-après de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2003 susvisé :</p> <p>article 10, en réalisant les travaux de déviation des eaux de ruissellement externes au site, susceptibles d'atteindre la zone d'exploitation et de remettre en état les secteurs érodés par ces ruissellements, dans un délai n'excédant pas 4 mois à compter de la notification du présent arrêté ;</p> |

| |
|--|
| Constats : |
| L'inspection constate l'absence de réseau de déviation empêchant les eaux de ruissellement externe d'atteindre la zone d'exploitation depuis le chemin communal et depuis "Haubet". <u>La non-conformité n'est pas levée</u> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Mettre en place les mesures permettant l'interdiction du ruissèlement des eaux extérieures sur le site. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Astreinte |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Phasage et garanties financières

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/08/2023, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, phasage et garanties financières |
| Prescription contrôlée : |
| La société BEZERRA, pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Bascous, est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles ci-après de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2003 susvisé : article 12.4, en actualisant son dossier d'exploitation et de garanties financières pour mettre en cohérence le phasage d'exploitation avec l'avancement réel de l'exploitation du site, dans un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| Constats : |
| L'exploitant n'a pas transmis le dossier attendu d'actualisation du phasage d'exploitation et de calcul des garanties financières. Il apparaît que la conduite de l'exploitation n'est plus en cohérence avec le prévisionnel porté par l'autorisation d'exploiter. En conséquence il n'est pas garanti que les surfaces décapées soient limitées aux besoins des travaux d'exploitation, ou que la remise en état coordonnée soit respectée. <u>Cette non conformité n'est pas levée</u> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Transmettre un dossier de porter à connaissance relatif à la modification du phasage d'exploitation et au calcul des garanties financières. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Astreinte |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 6 : eaux superficielles

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/08/2023, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, gestion des eaux de ruissellement |
| Prescription contrôlée : <p>La société BEZERRA, pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Bascous, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article L. 211-1 du code de l'environnement en :</p> <p>transmettant au préfet un dossier actualisant les modalités de gestion des eaux pluviales du site pour les deux versants de la carrière en tenant compte des enjeux et exigences réglementaires applicable au secteur considéré, dans un délai n'excédant pas 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté.</p> |
| Constats : <p>Les éléments relatifs à la gestion des eaux pluviales du site n'ont pas été transmis à l'inspection. Les ouvrages actuellement réalisés sont susceptibles de ne pas assurer leur rôle de régulation et de traitement des eaux du site. Des enjeux naturalistes existent à l'exutoire du site (zone humide, ZNIEFF, PNA...) qui justifient la maîtrise des impacts sur ces milieux.</p> <p><u>La non-conformité n'est pas levée</u></p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Justification du dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Astreinte |
| Proposition de délais : 3 mois |